

CAPDEVILLE (M. Jean), *Député de la Seine-Inférieure (4^{re} circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102), [13 décembre 1949] (p. 6793), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [21 décembre 1946] (p. 202); de la Commission de la marine marchande et des pêches [25 juillet 1950] (p. 5914), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la réforme administrative [19 mai 1958] (p. 2732). — Est nommé membre, par la Commission de la défense nationale, de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler de façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale [24 février 1951] (**F. n° 680**). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute-Cour de justice (Application de l'article premier de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [30 novembre 1948] (p. 7302).

Dépôts :

Le 6 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Pierre Montel tendant à l'annulation de l'acte dit « loi du 22 août 1940 » annulant les nominations et promotions à titre temporaire dans les trois armées de terre, de mer et de l'air, antérieures au 1^{er} septembre 1940, **n° 4868**. — Le 6 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Pierre Montel tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les officiers nommés ou promus à un grade à titre temporaire en vertu du décret du 4 octobre 1939 et qui ont été privés de leur grade par l'acte dit « loi du 22 août 1940 » à porter de nouveau les insignes de ce grade, à en recevoir l'appellation et, le cas échéant, à en exercer les fonctions tout en ne percevant que la solde du grade à titre définitif dont ils sont détenteurs, **n° 6948**. — Le 5 mai 1950, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet

de loi et les lettres rectificatives au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950 (Défense nationale : Marine, Budget annexe des Constructions et Armes navales), **n° 9884**. — Le 1^{er} juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à tenir les promesses d'amélioration de salaire, faites au personnel de la S.N.C.F. par les accords du 4 mars 1950, **n° 10149**. — Le 23 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un crédit de 100 millions au département de la Seine-Inférieure en vue de dédommager les victimes de la grêle, **n° 10417**. — Le 28 février 1951, une proposition de loi relative au branchement à l'égout dans l'agglomération rouennaise, **n° 12371**. — Le 17 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi portant création d'un contingent spécial de décorations de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire en faveur des militaires des armées de terre, de mer et de l'air en opérations en Indochine, **n° 11372**. — Le 22 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Edouard Daladier relative au titre de « Combattant volontaire », **n° 11373**. — Le 14 mars 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 12479) de M. Pierre Montel et plusieurs de ses collègues tendant à libérer, à partir du 15 avril 1951, les jeunes gens nés entre le 1^{er} novembre et le 31 décembre 1929, appartenant à la classe 1950 et actuellement sous les drapeaux, **n° 12480**. — Le 10 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur l'avis (n° 13085) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 8818) adoptée par l'Assemblée Nationale relative au titre de « Combattant volontaire », **n° 13176**.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires), en qualité de *Rapporteur* : *Son exposé* [23 décembre 1946] (p. 341). — Est entendu dans la discussion du

projet de loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires) : MARINE, Etat A; Chap. 904 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour constructions neuves (porte-avions)* [6 août 1947] (p. 3984); Etat B; Chap. 904 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour constructions neuves* (p. 3992); le retire (ibid.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires d'avril et mai 1948, en qualité de *Rapporteur pour avis* [18 mars 1948] (p. 1944, 1945); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires (Exercice 1948); Etat A, Chap. 1011 : *Son amendement tendant à réduire de 12.280.000 francs les crédits pour les militaires de l'administration centrale de l'air* [7 juillet 1948] (p. 4413); *Sa demande de renvoi du débat* (p. 4416); Chap. 1012 : *Son amendement tendant à réduire de 13.708.000 fr. les crédits pour le personnel militaire de l'administration centrale de la guerre* [8 juillet 1948] (p. 4436); Chap. 1013 : *Son amendement tendant à réduire de 10.758.000 francs les crédits pour les services de l'administration centrale de la marine* (p. 4437); le retire (p. 4438); GUERRE, Chap. 124 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le personnel civil de l'Intendance* (p. 4493); Chap. 126 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le service du matériel automobile* (p. 4494); AIR, Etat C, Chap. 131 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier* [16 juillet 1948] (p. 4656, 4657); le retire (p. 4657); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à réduire l'ensemble des crédits militaires de 12 milliards* [17 juillet 1948] (p. 4737 et suiv.), [19 juillet 1948] (p. 4858). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 9 juillet : *Confusion au sujet du camp d'Arzew* [15 juillet 1948] (p. 4592). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil, en qualité de *Rapporteur pour avis* [7 avril 1949] (p. 2204, 2205); Etat D, Chap. 360 : *Son amendement tendant à réduire de 10 millions l'abattement sur les frais de déplacement et de mission* [8 avril 1949] (p. 2233, 2234); Chap. 361 : *Son amendement tendant à supprimer l'abattement sur le matériel et l'entretien des locaux* (p. 2235); Chap. 363 : *Son amendement tendant à réduire de 2 millions l'abattement sur le matériel automobile* (p. 2235);

Chap. 365 : *Son amendement tendant à réduire de 600.000 francs l'abattement sur l'habillement du personnel militaire* (p. 2236); Chap. 367 : *Son amendement tendant à supprimer l'abattement sur le fonctionnement des transmissions* (p. 2236); Chap. 368 : *Son amendement tendant à supprimer l'abattement sur le télégraphe et le téléphone* (p. 2236); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949, en qualité de *Rapporteur pour la Marine* [9 juin 1949] (p. 3232, 3233); Etat A, MARINE, Chap. 904 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les refontes et gros travaux de la flotte* [21 juin 1949] (p. 3538); Chap. 905 : *Amendement de M. Bartolini tendant à réduire de 500 millions les crédits pour travaux maritimes (Base de Mers-El-Kébir)* (p. 3539); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er}, Etat A, MARINE, Chap. 904 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les gros travaux de la flotte (Achèvement du Jean-Bart et du Clemenceau)* [22 juillet 1949] (p. 5034); — d'une proposition de loi modifiant la loi portant nationalisation de l'électricité et du gaz, amendée par le Conseil de la République; Art. 2 : *Son amendement tendant à contrôler le transport du gaz naturel* [30 juillet 1949] (p. 5590, 5591, 5592); Art. 4 *ter* : *Amendement de M. Poulain tendant à supprimer l'article interdisant aux sociétés nationales toutes activités industrielles ou commerciales autres que celles prévues par la loi* (p. 5612); *son amendement tendant à autoriser les sociétés nationales à effectuer tous travaux et fournitures donnant lieu à des offres ou adjudications* (p. 5618); — du projet de loi relatif à l'envoi d'une mission d'études aux îles Kerguelen et Crozet : *Discussion générale* [4 novembre 1949] (p. 5981); — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950, en qualité de *Rapporteur pour avis* [9 mai 1950] (p. 3418), [10 mai 1950] (p. 3470, 3471, 3472, 3473, 3474); Art. 1^{er}, Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les soldes de la gendarmerie (Limite d'âge des officiers gendarmes)* (p. 3501); le retire (p. 3502); Chap. 3070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'habillement et le chauffage des gendarmes* (p. 3506); le retire (ibid.); Chap. 3090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour*

le matériel de la gendarmerie (*Vélocoteurs*) (p. 3507); le retire (*ibid.*); Etat A, MARINE, Chap. 1005 : *Amendement de M. R. Schmitt tendant à réduire de 1.200.000 francs les crédits pour la solde des officiers* [11 mai 1950] (p. 3579, 3580); Chap. 1055 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le service du commissariat* (p. 3581); Chap. 1065 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le personnel civil des travaux maritimes* (p. 3581); Chap. 1095 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les ouvriers des travaux maritimes* (p. 3581); Chap. 1115 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le personnel ouvrier des services divers* (p. 3182); Chap. 3015 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour l'habillement et le couchage* (p. 3182, 3183); Chap. 3035 : *Son amendement tendant à réduire de 9 millions les crédits pour le logement et le cantonnement* (p. 3583); Chap. 3045 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour les écoles et le recrutement* (p. 3584); Chap. 3055 : *Convocation des réserves* (p. 3584); Chap. 3075 : *Demande de rétablissement des crédits pour les approvisionnements de la marine, présentée par le Gouvernement* (p. 3585); Chap. 3095 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'entretien du matériel automobile, présentée par le Gouvernement* (p. 3585); Chap. 3095 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'entretien du matériel automobile, présentée par le Gouvernement* (p. 3585); Chap. 3165 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le matériel roulant de l'aéronautique navale* (p. 3586); Chap. 800 : *Son amendement tendant à réduire de 9 millions les crédits pour les parcs à combustibles* (p. 3586); Chap. 904 : *Son amendement tendant à augmenter de 56 millions les crédits pour refonte et gros travaux de la flotte* (p. 3587); le retire (p. 3588); Chap. 9062 : *Amendement de M. Arnal tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'aéronautique navale (Hélicoptères)* (p. 3589); Chap. 909 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour achats immobiliers (Base de Pont-Réau)* (p. 3589, 3590); Chap. 1005 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour la solde des officiers* (p. 3590); MARINE, Etat B, Chap. 880 : *Son amendement tendant à réduire de 50 millions les crédits pour travaux immobiliers* (p. 3599, 3600); le retire (p. 3600); SERVICE

DES POUDRES, Etat B, Chap. 170 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel administratif du service* (p. 3601); le retire (*ibid.*); Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1560 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la gendarmerie (Gendarmes en Indochine)* (p. 3613); Art. 3 : DÉFENSE NATIONALE, Chap. 905 : *Son amendement tendant à réduire de 20 millions les crédits pour travaux maritimes* (p. 3617); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : Etat A, MARINE, Chap. 3015 : *Habillement, campement et couchage* [21 juillet 1950] (p. 5767); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 3060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des phares et balises* [7 juin 1950] (p. 4409); le retire (*ibid.*) Chap. 3320 : *Pipe-line Le Havre-Rouen* (p. 4414); — du projet de loi relatif à la fixation d'un programme aérien (*Ses explications de vote sur l'ensemble*) [28 juillet 1950] (p. 6186, 6187); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif : *Discussion générale* [26 octobre 1950] (p. 7280, 7281, 7282); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à dispenser de service les aînés d'orphelins* [27 octobre 1950] (p. 7304); Art. 7 : *Son amendement relatif à l'envoi dans les territoires d'outre-mer des hommes du contingent* (p. 7338, 7339, 7340); — du projet de loi portant ouverture de crédits militaires supplémentaires pour 1951, en qualité de *Rapporteur pour avis* [17 mai 1951] (p. 5353, 5354); Etat A, MARINE, Chap. 1025 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la solde des marins (Solde des officiers marinières)* (p. 5424); Chap. 3005 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'alimentation* (p. 5426); Chap. 9041 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour refontes et gros travaux (Chalutiers)* (p. 5426). = S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795).

CAPITANT (M. René), *Député de la Seine*
(2^e circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946]
(p. 40). = Est nommé membre : de la Commis-